



Jeudi 27 mai, Ensemble, réagissons !

Gouvernement et Patronat attaquent sur tous les fronts en même temps.

En culpabilisant les salariés, comme si nous ne payions rien (CSG, CRDS, retenues sur salaires...), en culpabilisant les retraités et surtout en épargnant le patronat, pour sûr, leur réforme est claire : c'est ni plus ni moins « **la privatisation de la Sécu** » et l'entrée en masse des assureurs privé !

On nous annonce une petite participation de 1 euro (en attendant mieux), c'est pas beaucoup, disent-ils. Attention, c'est un euro au bout des 6 euros qui ne sont déjà pas remboursés sur une consultation de 6 euros.

Tous ceux qui n'ont pas de mutuelle paieront donc 6 euros + 1 euro (ou plus) et pour ceux qui ont une mutuelle, rappelons leur : **on se la paye !**

A l'origine de la sécu (en 1945, au sortir de la guerre et dans un pays appauvri), la sécu se suffisait à elle-même, la population n'avait pas besoin de mutuelle.

**Alors qui sont les privilégiés ?
en proposant une participation de 0,03 au patronat,
qui vont être les dindons de la farce ?**

Sans compter les médicaments qui ne sont pas ou plus remboursés, ainsi que les soins pourtant indispensables pour la santé. Ils disent qu'ils veulent sauver la sécu, ce **sont des menteurs !!** Ils veulent récupérer une manne financière qui jusqu'à présent était protégée parce qu'interdite de spéculation sur le marché financier.

Au lieu d'empocher les subventions publiques pour mieux licencier, le patronat devrait vraiment créer des emplois stables, développer une véritable politique salariale et participer, comme le font les salariés et les retraités, à la solidarité nationale.

**Les vrais responsables du trou de la Sécu, nous les connaissons,
ce sont eux qui, comme pour la retraite, nous disent payez et fermez la !**

Ce sont ceux qui s'attaquent aux services publics (EDF-GDF, La Poste, la SNCF...) alors que l'énergie et les transports doivent être maîtrisés tant pour l'environnement, que pour la santé (5000 morts par an en France dû à la pollution atmosphérique !)

Pour toutes ces raisons l'Union départementale CGT du Cher appelle à faire du **27 MAI une première étape d'actions.**

Nous vous invitons à signer la pétition « La Sécu c'est vital » et à débrayer massivement pour participer aux manifestations

**Bourges à 10 h 30, place Séraucourt,
Vierzon à 11 h, Forum République,
Saint-Amand à 18 h, place de la République,
La Guerche à 11 h, place du Général de Gaulle.**

UN PEU D'HISTOIRE

La Sécu est le fruit de longues années de luttes sociales, les salariés recherchant, dès le début de l'indemnisation, les moyens de se protéger contre la maladie, le vieillissement, le chômage, les accidents du travail.

Elle porte l'esprit de la Résistance. Les noms de grands militants CGT sont attachés à la Sécurité Sociale, notamment Ambroise Croizat, Secrétaire de la Fédération CGT des Métaux qui deviendra Ministre du Travail et à qui revient la mise en œuvre pratique de la Sécurité Sociale.

C'est le journal officiel du 6 octobre 1945 qui publie une ordonnance portant organisation de la Sécurité Sociale. En 1946, la Sécu devient un droit inscrit dans la Constitution.

La Sécurité Sociale a été fondée sur 4 valeurs fondamentales :

elle est unique, obligatoire, solidaire, démocratique.

Chacun contribue selon ses moyens, chacun reçoit selon ses besoins

La solidarité s'exerce entre les générations, entre actifs et retraités, entre malades et bien portants.

Son fonctionnement était au départ démocratique. Les administrateurs de la sécu étaient essentiellement des salariés, élus par les assurés et présentés sur des listes syndicales.

La Sécurité sociale protège contre les risques fondamentaux :

Maladie, Maternité, Invalidité, Décès, Vieillesse-Veuve, Accident du travail, Maladies professionnelles

Elle est structurée en 4 branches :

- CAF (FAMILLE) : prestations familiales
- CRAM (VIELLESSE) : retraite de base
- URSSAF : recouvrement des cotisations Sociales
- CPAM (ASSURANCE MALADIE) : remboursement des soins, prise en charge des accidents du travail et des maladies professionnelles

Le budget de la Sécu représente un immense marché qui attire bien des convoitises. Il représente **400 milliards d'euros, soit 1,5 fois le budget de l'Etat.**

- La branche vieillesse représente à elle seule 176 milliards d'euros, soit 44 % du budget de la Sécu.
- La branche maladie 136 milliards d'euros, soit 34 % du budget de la Sécurité Sociale.

Ce n'est pas un hasard si le gouvernement, après avoir réformé les retraites, s'attaque aujourd'hui à l'assurance maladie avec les mêmes objectifs.

Pour la Sécu, la CGT appelle à se mobiliser pour ouvrir une perspective qui soit une réelle réponse aux besoins des gens et non un recul social...

- ✓ La stagnation et les bas salaires privent la Sécu de recettes importantes...
- ✓ Le chômage représente un manque à gagner de 37 milliards d'Euros. Un point de chômage supplémentaire, c'est 700 millions d'Euros en moins pour l'assurance maladie...
- ✓ 1% de l'ensemble de la masse salariale produit 3 milliards d'Euros de recette pour la Sécu...
- ✓ La part des entreprises dans le financement de la protection sociale a baissé de 10 % entre 1981 et 2000...
- ✓ Plus de 85% des recettes de la CSG proviennent des seuls revenus salariaux...
- ✓ NON ! les Français ne dépensent pas trop pour leur santé. La France n'est qu'au 9è rang dans l'Union Européenne pour la croissance de la dépense de santé par habitant...
- ✓ Le MEDEF propose d'augmenter les prélèvements sur les retraites... et un comble : récupérer sur les successions les dépenses de santé des dernières années de vie !...

C'est pourquoi la CGT revendique :

- ❖ Une politique favorable à l'emploi et aux salaires,
 - ❖ Un calcul des cotisations qui tienne compte de l'ensemble des richesses,
 - ❖ La mise à contribution des revenus financiers.
- Rappelons que les « CHARGES PATRONALES » sont en réalité une partie de notre salaire, retenu par l'employeur et reversé par lui pour financer la protection sociale, etc.

En 1945, en instituant une caisse unique, obligatoire, solidaire pour protéger les individus contre les aléas de la vie, un choix de société a été fait. Une partie du salaire a été socialisé pour financer la Sécurité Sociale. Le patronat n'a pu au sortir de la guerre empêcher ce progrès social prodigieux, affaibli par des années de collaboration avec les nazis.

Mais depuis, il n'a eu de cesse d'en finir avec les valeurs de la Sécu et rêve de privatiser le système, de livrer cet immense marché aux assurances privées, de se désengager du financement